

Débat sur les priorités éducatives
Lutte des classes
Cécile Blanchard
14 juin 2016

France Stratégie, le Commissariat général à la stratégie et à la prospective, organisait le 13 juin un débat sur les priorités éducatives pour la période 2017-2027. L'occasion d'un tour d'horizon des grandes questions que pose la nécessaire transformation du système éducatif en France.

Les enjeux des politiques éducatives mobiliseraient-ils enfin ? Des neuf thématiques déjà lancées par France Stratégie dans le cadre du projet 2017/2027, qui entend « éclairer les enjeux de la prochaine élection présidentielle », c'est celle de l'éducation qui a recueilli le plus grand nombre de contributions, plus de trente. Le débat organisé lundi 13 juin a été guidé par les deux questions liminaires identifiées par France Stratégie : « Faut-il investir davantage ? Enseigner autrement ? »

Le ton a été assez vite donné par Jean-Paul Delahaye, inspecteur général honoraire de l'Éducation nationale, qui a résolument placé son intervention sur un plan politique et non technique, en demandant « pour qui » il faut transformer le système éducatif.

Soulignant que ceux qui dénoncent un « nivellement par le bas » sont « ceux qui veulent conserver leurs acquis sociaux », il évoque une lutte des classes au sein du système éducatif. Car « les dysfonctionnements de notre école qui ne parvient pas à réduire les inégalités ne nuisent pas à tout le monde. Ils ne nuisent pas à nos enfants, aux enfants d'enseignants, de journalistes, de cadres supérieurs et des élites dirigeantes ». Sans contredire Jean-Paul Delahaye, Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France Stratégie, invite, lui, à ne « pas sous estimer la crainte de la classe moyenne qui sait la valeur des filières d'élite et a peur que l'intégration des plus défavorisés se fasse à son détriment ».

Un choix politique

Illustration par les chiffres : le budget alloué par l'État aux fonds sociaux en 2002 était de 70 millions d'euros, mais de 32 millions seulement au budget 2012. L'accompagnement éducatif, créé en 2008, avait un budget de 300 millions d'euros en 2009, et de seulement 250 millions aujourd'hui. Jean-Paul Delahaye fait remarquer que ces coupes budgétaires n'ont été ponctuées d'« aucune manifestation, aucune pétition, aucun passage au 20 heures ». En revanche, une autre forme d'accompagnement éducatif a toujours été protégée selon lui, sans jamais connaître de gel des crédits : les colles en classes préparatoires, qui représentant 70 millions d'euros pour 83000 élèves, quand « on ne trouve pas une somme équivalente pour 1,2 million d'enfants pauvres ». Et Christophe Paris, directeur de l'AFEV (Association de la fondation étudiante pour la Ville), d'enfoncer le clou : « Il y a plus d'argent pour la défiscalisation des cours particuliers que pour les ZEP... »

Investir davantage ou alors autrement, donc : plus qu'une question de moyens, un choix politique. Il y a quelques mois, Jean-Paul Delahaye, dans son rapport sur la grande pauvreté et la réussite scolaire, défendait d'ailleurs le principe d'une concentration des efforts et des moyens pour répondre aux difficultés quotidiennes des enfants pauvres (...)

Le lien pour la suite de l'article : <http://www.cahiers-pedagogiques.com/Lutte-des-classes-et>

